

UN DROIT C'EST UN DROIT !

L'inter-collectif "Personne à la Rue !" organisera une Vigie

📍 Sur la Place du Change à Nantes

Tous les 3^{ème} samedi du mois de 14h à 17h

Aujourd'hui à Nantes et dans l'agglomération, des milliers de personnes survivent à la rue, dans des squats, dans des bidonvilles. Des enfants vont à l'école après une nuit passée à la rue, des femmes enceintes, des nourissons, des personnes âgées, malades, handicapées, sont dehors tous les soirs.

Le préfet, dont c'est la compétence, ne met pas en application le droit à l'hébergement d'urgence inconditionnel : le 115 ne répond plus, les décisions de justice obligeant la préfecture à mettre les personnes qui le demandent à l'abri ne sont pas exécutées. De nombreux logements sont inoccupés, des bâtiments publics (Etat ou mairie) sont vides, en revanche, les travaux du nouveau CRA (Centre de Rétention Administrative) vont bon train.

Pour dénoncer cette situation scandaleuse et informer la population, l'inter-collectif "Personne à la rue !" (fort de ses 43 associations membres) se tiendra chaque 3^{ème} samedi du mois de 14h à 17h Place du Change à Nantes.



📍 Place du Change, Nantes 44000

📷 @Intercom.nantes @ Mail : personnealarue@gmail.com

UN TOIT C'EST UN DROIT !

L'inter collectif « Personne à la rue ! », fort de ses 43 associations membres dénonce la descente aux enfers des personnes qui interpellent et que l'on accompagne quotidiennement : des enfants et des familles à la rue, des expulsions sans relogements, des prises en charge restreintes avec des remises à la rue tous les deux ou trois jours...

Halte à la politique du bouc émissaire et à l'amalgame insécurité - immigration pour faire oublier l'injustice sociale et la dégradation des services publics.

L'Etat dont l'hébergement d'urgence est la compétence réduit le nombre de places multiplie les « critères de vulnérabilité » devenant conditions de fait pour l'accès à des droits pourtant théoriquement fondamentaux et inconditionnels.

La Métropole, au prétexte que l'hébergement d'urgence n'est pas sa compétence, laisse une partie de ses résidents survivre dans des situations indignes.

Les plus précaires subissent plus que tous la répression policière, l'indignité de conditions de vie quotidienne et la dégradation des services publics, en même temps que les travailleurs sociaux endurent des conditions de travail et des manques d'effectifs qui ne font qu'empirer.

NOUS EXIGEONS DU GOUVERNEMENT :

- ★ Qu'il respecte la loi et ses obligations dans la mise à l'abri (cf Code de l'Action Sociale, principe de continuité, loi DALO...);
- ★ Qu'il réquisitionne les logements inoccupés pour répondre à ses obligations ;
- ★ Qu'il réoriente ses budgets pour accueillir dignement en renonçant à la création d'un Centre de Rétention Administratif (CRA) et à la chasse aux sans-papiers ;
- ★ Qu'il mette tout en oeuvre pour le rétablissement des services publics et pour que la dignité et les droits humains soient respectés ;
- ★ Qu'il en finisse avec des ministres qui distillent la haine et font des immigrés les boucs émissaires de sa politique injuste et anti-sociale qui met des centaines de milliers de personnes dans la rue !

